

**Quatorzième Conférence annuelle  
des Hautes Parties contractantes au Protocole II  
modifié annexé à la Convention sur l'interdiction  
ou la limitation de l'emploi de certaines armes  
classiques qui peuvent être considérées comme  
produisant des effets traumatiques excessifs  
ou comme frappant sans discrimination**

14 novembre 2012  
Français  
Original: anglais

Genève, 14 novembre 2012  
Point 12 de l'ordre du jour  
**Rapports de tous organes subsidiaires**

**Rapport sur les dispositifs explosifs improvisés**

**Soumis par les Coordonnateurs<sup>1</sup>**

**A. Introduction**

1. Le Groupe d'experts des États parties au Protocole II modifié annexé à la Convention sur certaines armes classiques (le Groupe) s'est réuni les 23 et 24 avril 2012 à Genève et a poursuivi ses discussions de fond sur les dispositifs explosifs improvisés (DEI) conformément au mandat figurant au paragraphe 26 du rapport de la treizième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié (CCW/AP.II/CONF.13/6).
2. Le Coordonnateur et le collaborateur du Coordonnateur (dénommés ci-après «les Coordonnateurs») ont écrit aux Hautes Parties contractantes le 5 mars 2012 pour leur présenter un aperçu des préparatifs de la réunion du Groupe. Le 5 avril 2012, ils ont fait distribuer la version préliminaire d'un recueil intitulé «Compilation of guidelines, best practices and other recommendations aiming at addressing the diversion or illicit use of materials which can be used for IEDs» (*Recueil des lignes directrices, pratiques optimales et autres recommandations visant à faire face au problème du détournement et de l'utilisation illicite de matériaux pouvant servir à la fabrication de DEI*) pour qu'il soit examiné par le Groupe.
3. En cette quatrième année d'existence du Groupe, les délégations se sont félicitées de pouvoir poursuivre leurs discussions de fond sur les DEI dans le cadre de la Convention et ont réaffirmé l'importance des travaux sur lesdits dispositifs, qui continuent d'avoir de graves conséquences humanitaires.

**B. Échange d'informations concernant les DEI**

4. Le Groupe a écouté les exposés présentés par un certain nombre d'experts qui ont fait part de l'expérience de leurs pays respectifs en ce qui concerne les incidents liés aux DEI, leurs effets humanitaires, la prévention de ces incidents, ainsi que la pertinence du

<sup>1</sup> M. Philip Kimpton (Australie), Coordonnateur, et M. Reto Wollenmann (Suisse), collaborateur du Coordonnateur.

régime de la Convention sur certaines armes classiques, de ses normes et de leur application s'agissant de la menace que font peser les DEI. Ces exposés ont permis de compléter et d'actualiser les travaux antérieurs du Groupe. Les Coordonnateurs ont tenu à remercier tout particulièrement les experts suivants pour les exposés présentés:

- M. Wayne Budd, général de brigade, commandant de l'équipe spéciale de lutte contre les DEI, Forces de défense australiennes;
- M. Asm Faisal, lieutenant-colonel, Armée de terre bangladaise;
- M. Pablo Parra Gallego, Directeur chargé du déminage humanitaire, Programme présidentiel de déminage, Colombie;
- M. Jean-François Souprayen, lieutenant-colonel, École supérieure et d'application du génie, Pôle interarmées MUNEX, Ministère de la défense;
- M. Girish G. Wagh, colonel, chef instructeur, Département de l'élimination des dispositifs explosifs, Collège de l'ingénierie militaire, Armée de terre indienne;
- M. Tedjasukma Ekaputra, lieutenant-colonel, Directeur chargé de la formation, Centre de maintien de la paix, quartier général des forces armées, Indonésie;
- M. Shmuel Zitrin, ancien agent de police, spécialiste de police scientifique et professeur d'université, Israël;
- M. Nabin Silwas, lieutenant-colonel, Armée de terre népalaise;
- M. Abdulrazak Kazeem, commandant de l'Armée de terre nigériane, et M. Tajudeen Adeshina, commissaire de la Police nigériane;
- M. William Lucar, Coordonnateur général, Centre national de lutte antimines, Pérou;
- M. Jesus Ricardo S. Domingo, Ministre, Mission permanente des Philippines à Genève;
- M. Peter Sonnex, lieutenant-colonel, Ministère de la défense, Royaume-Uni;
- M. Tim Peacock, capitaine, Ministère de la défense, Royaume-Uni; et
- M<sup>me</sup> Marianne Burtnett, colonelle, *Joint IED Defeat Organisation* (Organisation conjointe de lutte contre les DEI), États-Unis.

5. M. Kimpton a transmis au Groupe des informations fournies par le Centre d'excellence pour la lutte contre les engins explosifs improvisés de Madrid, en Espagne, qui n'a pas pu être représenté à la réunion du Groupe.

6. Les intervenants ont appelé l'attention sur les conséquences militaires, politiques, économiques et humanitaires des DEI, sur les dernières évolutions de ces dispositifs aux niveaux de leur conception et de leur utilisation, ainsi que sur les stratégies et les tactiques de prévention et de lutte contre les DEI. Les intervenants ont précisé que les DEI étaient des armes à la fois tactiques et stratégiques qui pouvaient entraîner d'énormes conséquences et qui étaient utilisées, souvent sans discernement, en temps de guerre comme en temps de paix. Les intervenants ont souligné l'omniprésence de la menace que présentaient les DEI, menace qui n'épargnait que peu d'États. Certains ont indiqué que 7 000 accidents dus à des DEI s'étaient produits dans le monde (Afghanistan et Iraq exclus) au cours des onze premiers mois de 2011, faisant ainsi plus de 12 000 victimes dans 111 pays.

7. Selon les intervenants, les DEI étaient faciles à concevoir, peu coûteux à produire, adaptables, résistants et leur puissance explosive était de plus en plus forte. Tous les composants pouvaient être «improvisés», y compris le détonateur, mais ils étaient aussi parfois disponibles dans le commerce et produits en grandes séries. Leur conception et leur

fabrication étaient relativement simples d'un point de vue technologique, mais les DEI constituaient pourtant une menace de plus en plus complexe. Les DEI utilisés dans le monde présentaient des caractéristiques communes en ce qui concerne leur conception et leur composition, ce qui mettait en évidence l'ampleur des échanges d'informations réalisés via des réseaux. Les intervenants ont insisté sur les liens qui existaient entre les réseaux criminels et le financement des DEI, la fourniture de leurs composants, ainsi que la planification et la formation concernant ces dispositifs.

8. Les intervenants ont relevé un certain nombre de facteurs à l'origine de la difficulté croissante des défis à relever. Ces facteurs étaient les suivants:

- a) Une réduction du cycle d'adaptation;
- b) Un transfert relativement simple et direct de connaissances, facilité par Internet;
- c) Une production en grandes séries de composants à double usage;
- d) Une augmentation de la létalité des dispositifs;
- e) Une réduction de leur détectabilité;
- f) Une décentralisation des structures de commandement dans de nombreux réseaux.

9. Conscients qu'il n'existait pas de solutions simples, les participants ont évoqué un certain nombre d'activités qui pourraient être menées dans le cadre d'une stratégie globale de lutte contre la menace que représentaient les DEI. La lutte contre les DEI ne relevait pas uniquement de la mission et de la responsabilité des forces armées. Pour être efficaces, ceux qui luttaien contre les DEI devaient agir en étroite collaboration avec ceux qui luttaien contre le terrorisme, les stupéfiants, la traite de personnes et le crime organisé. Certains experts estimaient que le savoir-faire en matière de DEI acquis par certains militaires en Iraq et en Afghanistan devait être transmis à des institutions civiles.

10. Certains experts ont dit que leur plus vive préoccupation avait trait à l'utilisation de plus en plus fréquente d'explosifs artisanaux pour la fabrication de DEI. Des intervenants ont affirmé qu'une meilleure compréhension du commerce et de la diffusion des principaux précurseurs chimiques contribuerait grandement aux efforts de lutte contre les DEI et faciliterait l'adoption de mesures d'interdiction. De nombreux experts ont accueilli favorablement le programme *Global Shield* (bouclier mondial) de l'Organisation mondiale des douanes qu'ils considéraient comme une avancée majeure faite dans cette direction. Certains intervenants ont fait état de la nécessité de restreindre les possibilités de se procurer et de vendre certains composants à double usage, alors que d'autres ont dit qu'ils s'interrogeaient sur les conséquences de telles restrictions et ont lancé une mise en garde contre des mesures qui constitueraient une entrave injustifiée au commerce mondial. Certains intervenants ont estimé que le marquage des explosifs et de leurs précurseurs constituerait une mesure de sécurité utile, d'autres se sont montrés sceptiques quant à sa faisabilité et à son efficacité.

11. Les intervenants étaient d'avis que les lois et les politiques nationales devaient permettre de traiter rapidement les incidents liés au recueil de renseignements ou aux DEI. Certains intervenants ont fait référence à des initiatives utiles qui avaient permis à leurs pays respectifs de réaliser des progrès sur le plan des réformes législatives, des contrôles sur la production, le transport, le commerce et l'usage des engrais, ainsi que du contrôle centralisé des explosifs par les pouvoirs publics. La promotion des échanges d'informations et de renseignements, la collaboration entre les autorités de police, le renforcement de la sécurité aux frontières et dans les ports, la formation et l'acquisition de capacités techniques ont également été cités comme des mesures permettant d'améliorer les moyens d'action des

États. Dans cet ordre d'idées, certains intervenants ont souligné le rôle essentiel joué par leur centre national de données sur les engins explosifs en matière d'analyse des incidents liés aux DEI et de conseil. Certains intervenants ont affirmé qu'il fallait travailler davantage avec la société civile pour susciter de la part de l'opinion publique une réaction aux incidents liés aux DEI et ainsi stigmatiser les cas d'emploi de DEI dans le but d'en diminuer le nombre.

## C. Lignes directrices, pratiques optimales et autres recommandations existantes en matière de DEI

12. Le débat a donné lieu à un examen du Guide technique international des munitions (*International Ammunition Technical Guidelines – IATG*) et de la version préliminaire du *Recueil des lignes directrices, pratiques optimales et autres recommandations visant à faire face au problème du détournement et de l'utilisation illicite de matériaux pouvant servir à la fabrication de DEI*, distribuée le 5 avril. Les Coordonnateurs ont invité un certain nombre d'organisations à participer au débat des experts en présentant des exposés. Ils ont tenu à remercier les experts suivants pour les exposés présentés:

- M<sup>me</sup> Gillian Goh, Service des armes classiques du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, New York;
- M. Fred Peugeot, Section du Fonds d'affectation spéciale du Partenariat pour la paix, Service de soutien chargé des munitions, Agence OTAN d'entretien et d'approvisionnement (NAMSA);
- M. Jeffrey Wicketts, Programme *Global Shield*, Organisation mondiale des douanes (OMD); et
- M. Anton Martynuik, administrateur de projet, Centre de prévention des conflits, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

13. En ce qui concerne le Guide technique international des munitions (*International Ammunition Technical Guidelines – IATG*), le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU a présenté les mesures qu'il avait prises pour en favoriser la mise en œuvre dans un certain nombre d'États. Il a affirmé que ce guide constituait l'instrument le plus complet et le plus perfectionné sur les questions de sûreté et de sécurité liées aux munitions. Il encourageait les États à proposer des candidatures aux postes de membres du Conseil du programme des Nations Unies *SaferGuard*, de participer, si possible, au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la mise en œuvre de ce guide et de proposer des noms à inscrire sur le fichier d'experts.

14. Les experts du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, du Service de la lutte antimines de l'ONU (UNMAS), de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), de l'Agence OTAN d'entretien et d'approvisionnement (NAMSA) et du Centre international de déminage humanitaire de Genève (GICHD) ont présenté les efforts entrepris par chacune de leurs organisations pour améliorer la sécurité physique, la gestion et la comptabilité des stocks de munitions. Certaines organisations ont également participé à la destruction de stocks militaires excédentaires de munitions dans plusieurs pays. Les participants ont insisté sur l'importance de réduire le plus possible la création des restes explosifs de guerre (REG), mais aussi de procéder rapidement à l'enlèvement des munitions non explosées et à la destruction des munitions abandonnées. L'interdiction de l'accès aux explosifs militaires, tant ceux des stocks de munitions que ceux des munitions non explosées ou abandonnées, était une mesure déterminante parce qu'elle privait des insurgés et des criminels d'une source d'approvisionnement essentielle. L'universalisation et la mise en œuvre du Protocole V annexé à la Convention sur certaines armes classiques a ainsi été

cité par de nombreuses délégations comme un élément primordial de la lutte contre la menace que représentaient les DEI.

15. L'Organisation mondiale des douanes (OMD) a décrit les efforts qu'elle faisait pour renforcer la sécurité des chaînes mondiales d'approvisionnement et repérer les mouvements dangereux ou suspects de précurseurs communément utilisés pour la fabrication des DEI. Plus de 70 pays avaient participé à la phase initiale du projet *Global Shield* qui avait permis d'améliorer l'échange d'informations sur les mouvements de marchandises et la coopération entre les autorités de police. Ce projet avait débouché sur plusieurs opérations de police et saisies de précurseurs chimiques et avait mis en évidence la nécessité de renforcer les capacités de certains États, d'analyser les lois et les politiques nationales et de réexaminer le cadre juridique international. Le nouveau programme *Global Shield* de l'OMD serait mis en œuvre en partenariat avec d'autres institutions pertinentes, dont Interpol et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), comprendrait des volets sensibilisation et renforcement des capacités, et mettrait l'accent sur les opérations de répression. La liste des précurseurs chimiques avait par ailleurs été étoffée.

16. Plusieurs délégations ont appelé à davantage de coopération et d'assistance à l'échelle internationale pour lutter contre les menaces que représentaient les DEI, renforcer les capacités des États, éliminer les REG et améliorer la collaboration aux niveaux national et international.

17. Les délégations ont accueilli favorablement le *Recueil des lignes directrices, pratiques optimales et autres recommandations visant à faire face au problème du détournement et de l'utilisation illicite de matériaux pouvant servir à la fabrication de DEI*, et ont dit en soutenir la diffusion.

## D. DEI et droit international humanitaire

18. Le Coordonnateur a invité les délégations à s'exprimer sur les règles existantes du droit international humanitaire applicables aux DEI en précisant à qui elles s'appliquaient, si elles étaient suffisantes et comment il fallait en favoriser le respect. Il a présenté, au nom de l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains de Genève, un document intitulé *A Need for Greater Restrictions on the Use of Improvised Explosive Devices?* (Faut-il renforcer les restrictions applicables à l'utilisation des dispositifs explosifs improvisés?) dans lequel était posée la question de savoir si les DEI étaient par essence des armes frappant sans discrimination et dans lequel étaient décrites les restrictions légales concernant leur utilisation dans des conflits armés. Étaient également soulignés dans ce document les avantages que présentaient la promotion du respect des règles du droit international humanitaire par l'ensemble des parties concernées, y compris les acteurs non étatiques armés qui utilisaient des DEI, et le renforcement de la sécurité des stocks de munitions.

19. Plusieurs experts ont fait observer que les DEI eux-mêmes, ainsi que leur utilisation, n'étaient pas intrinsèquement illégaux au regard du droit international humanitaire. Selon eux, les DEI pouvaient constituer des armes de guerre légitimes s'ils étaient utilisés conformément au droit international humanitaire.

20. De nombreuses délégations ont dit que le principal problème tenait à l'emploi irresponsable des DEI, et non à l'insuffisance des règles applicables. Une délégation s'est dite sceptique quant à l'efficacité que pourraient avoir des règles supplémentaires du droit international humanitaire pour lutter contre la menace que représentaient les DEI. Une autre délégation a insisté sur la nécessité pour les États de donner effet aux règles existantes du droit international humanitaire et de renforcer, au niveau national, les contrôles juridiques portant sur l'appartenance à des groupes illégaux, l'accès aux explosifs et la fabrication

illégal de DEI ou de leurs composants. Selon une délégation, la Convention sur certaines armes classiques constituait un élément de la lutte contre les DEI et les résultats que l'on pourrait obtenir dans ce domaine restaient limités, même si les règles du droit international humanitaire relatives aux DEI étaient scrupuleusement respectées. Plusieurs délégations ont souligné l'importance d'un renforcement, au niveau national, de la législation pénale pour faciliter le travail d'enquête, la poursuite et la répression en cas de non-respect du droit international humanitaire. Elles ont appelé également à une amélioration des mécanismes nationaux et internationaux permettant de surveiller le respect de ces règles. Certains experts ont préconisé un dialogue direct avec les acteurs non étatiques pour les sensibiliser davantage aux règles du droit international humanitaire et prévenir la violation de ces règles, mais ont reconnu que la tâche était difficile, en particulier dans le contexte de conflits armés non internationaux. Certaines délégations ont affirmé qu'un dialogue direct avec les acteurs non étatiques ne serait pas utile et risquerait de légitimer ces acteurs.

## **E. Assistance aux victimes des DEI**

21. Lors d'une séance coprésidée avec M<sup>me</sup> Caroline Wörgötter (Autriche), Coordinatrice pour l'assistance aux victimes dans le cadre du Protocole V de la Convention sur certaines armes classiques, les Coordonnateurs ont invité les États à poursuivre leurs débats sur l'assistance aux victimes des DEI. Il a été noté qu'il pourrait être utile d'établir des liens pratiques entre les différents protocoles.

22. Les Coordonnateurs ont tenu à remercier M. Chasib Latif Ali Al-Shumosi, Directeur général de la planification et du développement des ressources au sein du Ministère de la santé irakien, qui avait présenté un exposé sur les difficultés rencontrées pour apporter des soins médicaux et une assistance aux victimes des DEI, ainsi que sur les efforts faits pour améliorer la situation de ces victimes.

23. M. Kimpton a résumé les principaux points d'une étude récente, menée par l'ONG *Action on Armed Violence*, sur les armes explosives et leurs effets. Cette étude démontrait les énormes conséquences humanitaires qu'avaient les DEI, en particulier sur les civils et les zones densément peuplées.

24. La Coordinatrice pour l'assistance aux victimes dans le cadre du Protocole V annexé à la Convention a présenté le Plan d'action de 2008 sur l'assistance aux victimes au titre du Protocole V. Elle a souligné l'utilité de ce plan qui constituait un «outil de référence» pour la mise en œuvre par les Hautes Parties contractantes au Protocole V des dispositions relatives à l'assistance aux victimes.

25. M. Reto Wollenmann a invité les Hautes Parties contractantes à réfléchir à la façon dont le Plan pourrait être utilisé pour améliorer l'assistance aux victimes dans le cadre du Protocole II modifié. Il a précisé que le Protocole II modifié n'énonçait pas d'obligations juridiques en matière d'assistance aux victimes, mais que les Hautes Parties contractantes avaient précédemment décidé que «les informations à fournir au sujet des programmes de réadaptation devraient porter tant sur la remise en état des sols que sur l'aide aux victimes»<sup>2</sup>. Il a à cet égard encouragé les États à échanger des informations sur l'assistance aux victimes, notamment des informations précises concernant les programmes d'assistance et de réhabilitation dont avaient tout particulièrement bénéficié les victimes des DEI.

---

<sup>2</sup> CCW/AP.II/CONF.1/2 (Part I), annexe IV, par. 7 (décembre 1999).

## F. Idées pour les travaux futurs

26. Plusieurs délégations ont affirmé qu'elles étaient disposées et résolues à poursuivre les discussions sur les DEI au sein du Groupe et à intensifier les travaux de fond réalisés dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques. Pendant la réunion du Groupe, plusieurs idées concernant les domaines qui requerront une attention particulière ont été soumises, dont les suivantes:

a) Développer la collaboration avec l'OMD dans le cadre du programme *Global Shield* en y associant davantage d'États, en augmentant le nombre de précurseurs à prendre en compte et en multipliant les échanges d'informations. Cette initiative comprendrait l'élaboration d'une liste des éléments déclencheurs à surveiller, qui serait tenue à jour et consultée par des experts agréés, et se caractériserait aussi par un échange d'informations sur le commerce international et l'usage des précurseurs chimiques;

b) Obtenir des informations plus précises, renforcer la transparence et adopter des mesures de confiance dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques et en collaboration avec d'autres institutions internationales et régionales qui réalisent des travaux dans les mêmes domaines. Certains experts ont estimé que de telles mesures apporteraient un précieux complément aux activités de l'ONU et que l'on pourrait notamment charger un groupe d'experts d'échanger des informations via une base de données;

c) Échanger des informations sur de nouvelles techniques permettant de détecter, neutraliser et détruire les DEI, et augmenter ainsi les capacités des Hautes Parties contractantes à protéger les combattants et les civils; et

d) En s'appuyant sur le *Recueil des lignes directrices, meilleures pratiques et autres recommandations visant à faire face au problème du détournement et de l'utilisation illicite de matériaux pouvant servir à la fabrication de DEI*, commencer à définir des pratiques optimales ou à formuler des recommandations visant expressément le Protocole II modifié et sa mise en œuvre en ce qui concerne les DEI et leurs matériaux sources.

## G. Recommandations

27. La quatorzième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié annexé à la Convention sur certaines armes classiques souhaitera sans doute prendre les décisions ci-après:

a) Les Hautes Parties contractantes prennent note du *Recueil des lignes directrices, pratiques optimales et autres recommandations visant à faire face au problème du détournement et de l'utilisation illicite de matériaux pouvant servir à la fabrication de DEI*, présenté par les Coordonnateurs (disponible en anglais sur le site Web de la Convention, à l'adresse suivante: <http://www.unog.ch/ccw>), et demandent à l'Unité d'appui à l'application d'en diffuser le texte. En outre, les Hautes Parties contractantes demandent à l'Unité d'appui à l'application, agissant en concertation avec le Coordonnateur et les Hautes Parties contractantes, de veiller à la tenue à jour de ce recueil en l'actualisant au fur et à mesure que de nouvelles lignes directrices, pratiques optimales, recommandations et autres observations seront publiées;

b) Le Groupe d'experts poursuivra son échange d'informations sur les DEI, les incidents liés à ces dispositifs, leurs effets humanitaires et leur prévention, dans le cadre du régime de la Convention sur certaines armes classiques, de ses normes et de sa mise en œuvre concernant la menace des DEI;

c) Le Groupe d'experts commencera, conformément au champ d'application du Protocole II modifié, à définir les pratiques optimales pour faire face au problème du détournement et de l'utilisation illicite de matériaux pouvant servir à la fabrication de DEI. Il faudrait dans un premier temps faire porter les travaux sur les moyens qui permettraient aux Hautes Parties contractantes d'améliorer les échanges d'informations sur les transferts internationaux et l'utilisation de ces matériaux, et de prévenir leur détournement aux fins de leur utilisation pour la fabrication de DEI, tout en ayant présents à l'esprit la confidentialité commerciale, les exigences nationales en matière de sécurité et les intérêts légitimes des participants au commerce de ces matériaux. Le Groupe d'experts devrait tenir compte du travail réalisé par les organisations internationales et régionales, ainsi que des lignes directrices, pratiques optimales et recommandations existantes et pertinentes, notamment celles qui sont mentionnées dans le recueil;

d) Le Groupe d'experts débattrait de la question des règles du droit international humanitaire applicables à l'utilisation de DEI et échangerait des informations sur les mesures prises au niveau national pour mettre en œuvre les règles du Protocole II modifié applicables aux DEI et en prévenir la violation, ainsi que sur les moyens permettant de protéger les populations civiles contre les DEI;

e) Le Groupe d'experts poursuivra les discussions sur l'assistance aux victimes pour que ceux qui se chargent de cette assistance gardent à l'esprit le Plan d'action de 2008 sur l'assistance aux victimes au titre du Protocole V ainsi que les principes régissant la fourniture, sans discrimination et de façon adaptée à l'âge et au sexe, de soins médicaux, de services de réadaptation, d'un appui psychologique et d'une assistance appropriée pour la participation des victimes à la vie sociale et économique. Le Groupe d'experts étudiera les moyens de mieux fournir une assistance aux victimes des DEI, en tenant compte du Plan d'action de 2008 sur l'assistance aux victimes au titre du Protocole V.

---